

SOCIAL ■ Les syndicats dénoncent le manque de moyens pour l'accueil

Une manifestation devant les Impôts

À l'heure de remplir la déclaration d'impôt, les syndicats des Finances publiques dans le Cantal (CGT, FO et Solidaires) ont organisé, hier, un rassemblement devant le centre des impôts à Aurillac.

Une vingtaine de personnes ont dénoncé la contraction de la DGFIP dans le département, avec la fermeture de plusieurs trésoreries ces dernières années (Laroquebrou, Montsalvy...) et d'autres déjà annoncées. « Nous n'avons pas les moyens de recevoir correctement les usagers, estime Patrice Brun (CGT). Ils ne sont pas reçus, ils sont renvoyés vers des maisons France services où ils n'ont pas de véritables réponses à leurs questions. On reçoit une matinée par jour, dans des conditions dégradées. »

Ces maisons France services sont regardées d'un œil sévère par les syndicats, « c'est présenté comme le nouveau service de proximité, mais le service de proximité existait déjà avec les trésoreries ! », regrette Patrice Brun. « Ils font un peu de tout, donc ils ne sont pas spécialisés comme on peut l'être sur la question fiscale, renché-



RASSEMBLEMENT. Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel. PHOTO JÉRÉMIE FULLERINGER

rit Jean-Pierre Moissinac (FO). Ils ne peuvent pas l'être. »

Ils critiquent également la perte de moyens, « au début des années 2000, un agent s'occupait de 3.000 particuliers, explique Stéphane Griffault (Solidaires). On est dans l'urgence toute l'année, pas uniquement au moment de la déclaration des impôts. Il y a aussi le problè-

me de la digitalisation, et l'incompréhension de nos usagers. Il y a un gouffre entre ce qui est affiché, et ce qu'il est possible de faire. »

Les revendications des syndicats ne datent pas d'hier : ils sont mobilisés depuis 2017 et notamment la fermeture des trésoreries de Laroquebrou et Montsalvy, suivie de l'en-

semble des douze trésoreries du département d'ici 2022. La Direction générale des Finances publiques expliquait alors que cette réorganisation s'appuyait sur la création de multiples points de contacts, vingt-huit dans le département, qui permettent d'avoir tout de même accès à un agent en cas de question particulière. ■

Pierre Chambaud

Cantal